



Espace populations sociétés

Space populations societies

2005/2 | 2005

Frontières, mobilités et effets spatiaux

La frontière croato-monténégroise entre rupture guerrière et continuité géohistorique

The Croat-Montenegrin Border Geopolitical Object between War Breaking and Geohistorical Continuity

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun et Amaël Cattaruzza



Édition électronique

URL : <http://eps.revues.org/3069>

ISSN : 2104-3752

Éditeur

Université des Sciences et Technologies de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 233-236

ISSN : 0755-7809

Référence électronique

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun et Amaël Cattaruzza, « La frontière croato-monténégroise entre rupture guerrière et continuité géohistorique », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2005/2 | 2005, mis en ligne le 01 juin 2007, consulté le 18 novembre 2016. URL : <http://eps.revues.org/3069> ; DOI : 10.4000/eps.3069

Ce document a été généré automatiquement le 18 novembre 2016.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La frontière croato-monténégrine entre rupture guerrière et continuité géohistorique

The Croat-Montenegrin Border Geopolitical Object between War Breaking and Geohistorical Continuity

Emmanuelle Chaveneau-Le Brun et Amaël Cattaruzza

- 1 Depuis les années 90, la frontière croato-monténégrine est, malgré sa faible étendue¹, tristement célèbre. Par deux fois au moins, elle a fait l'objet d'un traitement médiatique international : lors du bombardement de Dubrovnik par les troupes de l'armée yougoslave en décembre 1991, puis, de façon plus durable, du fait de la dispute entre la Croatie et la nouvelle République yougoslave (composée de la Serbie et du Monténégro) autour de la presqu'île de Prevlaka. Pourtant, au regard de l'histoire locale, rien ne semble prédestiner cette ligne-frontière, aujourd'hui figée tant sur la carte politique que dans les pratiques spatiales des populations qui l'entourent, à jouer un rôle frontalier fort. Il suffit d'ailleurs de visiter les vieilles cités d'Herceg Novi, de Kotor ou de faire le tour des Bouches au Monténégro pour y retrouver des éléments d'architecture, d'urbanisme et de civilisation communs à Cavtat ou à Dubrovnik en Croatie, témoignages visibles d'anciennes synergies régionales.
- 2 À travers cet article, nous chercherons à décrire et analyser les dynamiques frontalières en les resituant dans une perspective géo-historique plus large, pour essayer de discerner l'origine des dissymétries spatiales actuelles. Deux problématiques attireront notre attention :
- 3 1. Au regard des différentes configurations frontalières historiques de la région, le tracé actuel apparaît comme une possibilité frontalière parmi d'autres. Avons-nous affaire dans ce tracé à une totale création politique ou bien pouvons-nous discerner une situation antérieure qui lui donnerait une réalité historique ? Qu'en est-il alors de l'effet frontière ? Mais finalement, dans cet espace de « frontières glissantes », quand bien même ce tracé

aurait une historicité, les populations et les États qu'il séparait, ainsi que les fonctions qu'on lui attribuait étaient différentes alors de celles d'aujourd'hui. La légitimité de l'actuelle frontière, et les effets économiques, sociaux et identitaires qui l'accompagnent, ne sont-ils pas dès lors nécessairement des constructions politiques ?

- 4 2. La fermeture brutale de la frontière, depuis les années 90, qui tend à accroître de manière paroxystique l'effet frontière, est-elle seulement le fruit des conflits yougoslaves, d'une « rupture guerrière » ? Si oui, elle serait alors la cristallisation, l'incarnation dans le paysage des intérêts politiques divergents de deux États limitrophes. Mais inversement, cette fermeture frontalière ne peut-elle pas également être considérée, paradoxalement, comme l'expression d'un intérêt politique commun et partagé par les gouvernements de part et d'autre dans le but de conforter le pouvoir de nouveaux États encore fragiles ? Le début de réouverture de la frontière actuellement, et la réapparition de synergies régionales transfrontalières, ne sont-ils pas le signe de la nouvelle assise acquise par ces États, assise leur permettant une reconnaissance mutuelle ?

1. Une frontière entre résurgence historique et création politique

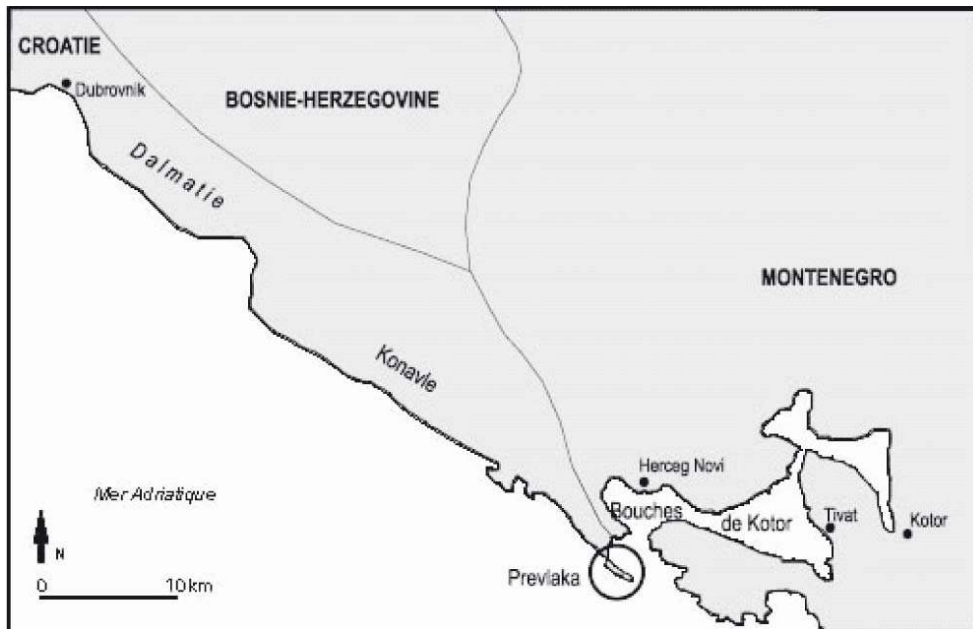
- 5 Ce serait une gageure de vouloir, dans le cadre d'un seul article, dresser une géohistoire exhaustive de la région de Dubrovnik, Konavle et des Bouches de Kotor. Plus modestement, nous avons choisi de sélectionner sept moments de l'histoire locale dans le but d'illustrer la pluralité des configurations frontalières historiques la concernant. Cette zone, à la fois débouché maritime et espace refuge dans le cas des Bouches de Kotor, a été le lieu de nombreuses convoitises et disputes. Cette rapide vision historique nous amènera, dans un second temps, à interroger le statut des frontières historiques et leur potentiel effet de fermeture. Pouvons-nous comparer les tracés antérieurs aux frontières actuelles, comme cela est souvent fait dans les Balkans dans un but politique pour légitimer ou critiquer la configuration territoriale des États ? Et dans l'éventualité où nous devrions ébranler l'idée d'une quelconque légitimité historique du tracé frontalier concernant cette frontière croato-monténégrine, quels fondements lui resteraient-ils ?

1.1. Sept moments de la région de Dubrovnik-Konavle-Bouches de Kotor

La division de l'Empire Romain

- 6 La fin de l'unité de la région dans *le grand Imperium Romanum* est scellée avec le partage de l'Empire par Théodose en 395 après J.C., même si elle se préparait déjà dans la crise politique et économique du 3^{ème} siècle [Castellan, 1991]. La frontière entre les nouveaux Empires d'Orient et d'Occident suit au nord le cours de la Drina (actuelle frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie) puis continue son tracé vers le sud pour atteindre les Bouches de Kotor² (voir carte 1). L'importance de cette division s'accroît avec le temps, puisqu'elle se traduit par une division de la chrétienté, qui aboutit en 1054 au schisme entre églises catholique et orthodoxe. Notre région initie dès la fin du 4^{ème} siècle sa fonction de « zone frontière », la séparation entre les Empires se faisant approximativement au niveau des Bouches de Kotor.

Localisation de la frontière croato-monténégrine

Au début du 15^{ème} siècle (1426-1439)

- 7 La configuration territoriale de la région fait apparaître quatre ensembles administratifs. Le plus important en terme de superficie est sans aucun doute l'État médiéval de Bosnie. La République de Raguse (Dubrovnik) a un statut particulier. Libérée en 1358, avec l'aide hongroise, de la tutelle de Venise, après près de 150 ans de domination, cette ville fondée au 7^{ème} siècle essaie de préserver son statut de port marchand indépendant. La cité obtient le territoire de Konavle, le long de la côte adriatique vers les Bouches de Kotor en 1426. À la même époque, la ville de Kotor était également indépendante et formait une sorte de cité-État marchande tournée vers la mer. Enfin, le territoire monténégrin, royaume de Zeta, était un État féodal.

Au 17^{ème} siècle

- 8 Par rapport au 15^{ème} siècle, les frontières sont à peu de choses près les mêmes. En revanche la situation politique a pris un aspect radicalement différent, en raison de l'invasion de l'Empire ottoman dans la région depuis la fin du 15^{ème} siècle (Herceg Novi est conquise par l'armée ottomane en 1482). La carte régionale a donc été simplifiée puisque seuls trois ensembles politiques apparaissent :
- l'Empire Ottoman, subdivisé en pachalik et en sandjak ;
 - la cité-État de Kotor, depuis 1420 sous tutelle administrative de la République de Venise, qui se retrouve, après l'invasion ottomane, coupée de son arrière-pays ;
 - la République de Raguse dont l'indépendance est préservée au prix de perpétuelles négociations avec l'Empire Ottoman et la République de Venise. La cité obtient notamment un droit de commerce avec l'Empire Ottoman et joue donc un rôle d'intermédiaire commercial entre l'Orient et l'Occident.

Après le Congrès de Berlin (1878-1914)

- 9 Le Congrès de Berlin entérine le déclin, perceptible tout au long du 19^{ème} siècle, de « l'homme malade » de l'Europe. L'Empire ottoman, y perd une grande partie de ses territoires les plus occidentaux. Concernant notre région, la nouvelle répartition spatiale fait apparaître deux (voire trois) ensembles politiques. D'un côté, l'administration de la Bosnie-Herzégovine est confiée à l'Empire austro-hongrois (qui annexe le pays en 1908), qui possédait déjà la côte adriatique, jusqu'aux Bouches de Kotor depuis 1814. De l'autre, le Monténégro est reconnu par les puissances à Berlin comme une principauté indépendante (autoproclamé Royaume en 1905). Cette date de 1878 est importante, puisqu'elle marque la généralisation de la ligne-frontière ; les frontières entre l'Autriche-Hongrie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro vont toutes faire l'objet d'une démarcation minutieuse, d'un bornage et d'accords bilatéraux.

Dans le Royaume de Yougoslavie (1929-1941)

- 10 La fin de la Première Guerre mondiale et le démantèlement de l'Empire austro-hongrois redessinent la carte politique des Balkans. La région de Dubrovnik, de Konavle et des Bouches de Kotor est intégrée dans le grand *Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes*, créé par le traité de Versailles, et accordé à la monarchie serbe des Karadjordjevic. Dans le but de conforter son pouvoir centralisateur, le roi Alexandre essaye de s'attaquer aux particularismes communautaires et tente d'imposer une identité commune reposant sur l'idéal yougoslave. Le royaume est ainsi rebaptisé en 1929 royaume de Yougoslavie, et les circonscriptions administratives (les banovines) prennent des noms neutres de fleuves ou de rivières et sont délimitées sans aucune correspondance avec les régions historiques. Dubrovnik se retrouve alors associée aux Bouches de Kotor dans la grande banovine de Zeta (comprenant également tout le Monténégro et une partie du Kosovo).

Pendant la Seconde Guerre mondiale (1941-1944)

- 11 L'invasion de la Yougoslavie par les forces nazies et fascistes en 1941, et le soutien que leur apportent les « Oustachi » d'Ante Pavelic en Croatie engendrent pour la région une nouvelle configuration territoriale. Dubrovnik est intégrée au nouvel *État Croate Indépendant*, administré autoritairement par les Oustachi, tandis que les Bouches de Kotor sont annexées par l'Italie. Plus au nord, le territoire monténégrin est sous occupation italienne. Ce découpage est toutefois très provisoire et contesté par les résistants clandestins, qu'ils soient du côté communistes, les Partisans dirigés par Tito, ou du côté de la dynastie serbe des Karadjordjevic, les Tchetniks.

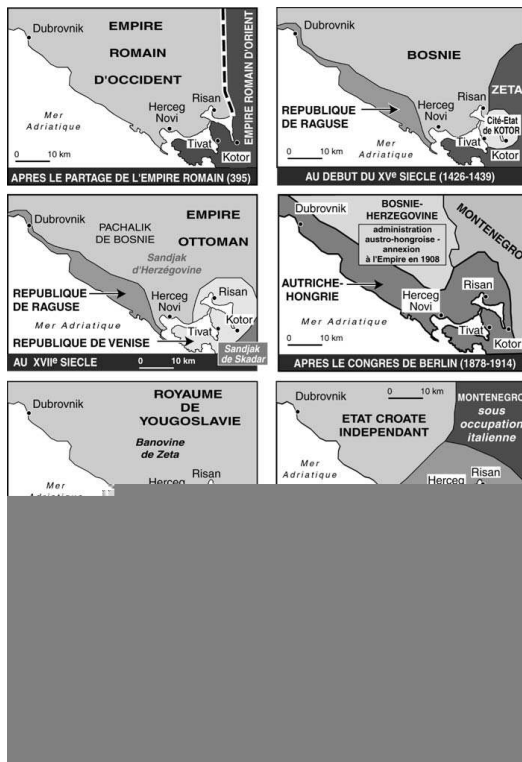
Après la Seconde Guerre mondiale (1945-1991)

- 12 Déjà pendant le conflit, une administration alternative de l'espace yougoslave était en gestation dans les groupes communistes résistants. Dès 1943, une réunion secrète est tenue Jajce (Bosnie-Herzégovine) par l'AVNOJ (Conseil antifasciste de Libération nationale de la Yougoslavie) au cours de laquelle est reconnu le principe fédéral pour la Yougoslavie d'après-guerre. S'ensuivent des tractations internes aux organes communistes pour s'entendre sur la délimitation des frontières des Républiques constitutives de la Fédération. Établis en 1946, les tracés frontaliers connaissent des changements mineurs

jusque dans les années 50, négociés directement entre les Républiques [Djilas, 1991]. La nouvelle configuration frontalière de notre région, intégrant les Bouches de Kotor au Monténégro et Dubrovnik à la Croatie, est inédite. Ce sont pourtant ces tracés qui ont été revendiqués au lendemain des conflits yougoslaves des années 90 comme frontières nationales par les nouveaux États indépendants.

- 13 La frontière actuelle reprend le tracé de 1945. Dans cette région, devenue une véritable « zone de broyage » au fil du temps, ce tracé n'était qu'une possibilité parmi d'autres. Pas davantage que les autres tracés, il n'avait, avant 1991, marqué profondément son empreinte, que ce soit dans le paysage, l'économie, la culture ou les esprits des riverains.

Document 1. Sept moments de la région Dubrovnik-Konavle-Bouches de Kotor



Cartes adaptées par Joëlle Désiré, UPJV

1.2. L'effet-frontière dans l'histoire régionale et la quête d'une légitimité de la frontière

1.2.1. Beaucoup de tracés, peu d'effets

- 14 Si la multiplication des frontières historiques est une donnée régionale importante, toutes ces délimitations n'ont pas abouti à une séparation marquée.
- 15 Georges Prévélakis rappelle ainsi que le mode de vie agro-pastoral et montagnard dans les Balkans était caractérisé par plusieurs types de migrations, allant de la simple transhumance, « déplacement des bestiaux avec quelques bergers », jusqu'au nomadisme, « migration de l'ensemble du groupe humain avec les troupeaux » [Prévélakis, 1994, p. 53]. Or, ces migrations pastorales, cartographiées par le géographe serbe Jovan Cvijic en 1918, montrent des déplacements du littoral vers l'arrière-pays montagnard ne tenant

aucunement compte des frontières [Prévélakis, 1994]. La perpétuation de ce genre de vie jusqu'au tout début du 20^{ème} siècle est le signe que les glissements historiques des frontières historiques sur la carte n'avaient pas encore à l'époque affecté profondément les us et coutumes des populations locales.

- 16 De même, les mouvements de marchandises et de capitaux semblent ne pas avoir été empêchés au cours des différentes périodes historiques, malgré les mouvements frontaliers. Au Moyen-Âge, les villes de Raguse (Dubrovnik) et de Kotor (Cattaro) commerçaient l'une avec l'autre [Carter, 1980], bien qu'elles aient toujours cultivé une relation ambiguë du fait de la situation stratégique de Raguse qui, par l'intermédiaire de la presqu'île de Prevlaka, commande littéralement l'entrée des Bouches de Kotor [Prévélakis, 1994, p. 73].
- 17 Enfin, l'effet de fermeture de la frontière semble ne pas avoir joué non plus concernant les marqueurs culturels de part et d'autre de notre frontière. Reprenant une distinction établie par le géographe André Blanc, Paul Garde distingue ainsi trois grandes aires culturelles dans les Balkans, assez faciles à distinguer (bien que difficiles à délimiter) dans les paysages et les sociétés [Blanc, 1971 ; Garde, 1999, 2004]. La plus importante en terme de superficie est l'aire de « *domination ottomane* », dans laquelle l'auteur inclurait toutes les contrées situées au sud de la Save puis au sud et au sud-ouest du Danube. Viendrait ensuite l'aire de « *domination autrichienne* », principalement la Slovénie, la Croatie non littorale et les régions au nord de la Save. Enfin, la plus petite aire culturelle, mais celle nous concernant, est celle de « *domination vénitienne* », qui relie dans le même ensemble l'Istrie, une partie du littoral dalmate et les Bouches de Kotor, c'est-à-dire, au niveau strictement géographique, le cordon littoral. L'espace que nous étudions serait donc un même espace culturel malgré les multiples fluctuations frontalières qu'il a connues.
- 18 Parmi les fonctions que Claude Raffestin attribue aux frontières politiques, apparaît la fonction de contrôle. Il la définit ainsi :
« *La fonction de contrôle ressortit à la surveillance des hommes et des biens au moment du franchissement de la frontière : contrôle des mouvements migratoires, contrôle des capitaux et des biens. Tout contrôle joue sur des critères qui résultent de politiques économiques, sociales et culturelles.* » [Raffestin, 1986, p. 13].
- 19 Cette fonction semble n'avoir été qu'un facteur secondaire pour les populations de la région, dont le genre de vie s'est finalement imposé aux différents systèmes politiques successifs.

1.2.2. Le tracé yougoslave, adapté aux réalités politiques actuelles ?

- 20 Qu'avait le tracé de 1945 que n'avaient pas les tracés antérieurs pour se perpétuer jusqu'à aujourd'hui et survivre à dix ans de négociations et de conflits (cf. seconde partie) ?
- 21 Le politologue Benedict Anderson remarque à juste titre :
« (...) un aspect central de l'effondrement du vieux monde socialiste centré sur Moscou paraît confirmer l'hypothèse formulée [d'après laquelle] les lignes de fragmentation ont remarquablement suivi la carte des structures territoriales et administratives instaurées par Lénine, Staline et Krouchtchev, plutôt que celle des communautés ethniques rivales. Jusque parmi les ruines de l'ex-Yougoslavie, les lignes tracées par la machiavélique géographie politique de Tito paraissent susceptibles en définitive de s'imposer. » [Anderson, 1996, p. 13].

- 22 Ainsi, comment expliquer que les frontières des Républiques yougoslaves, fixées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de la Yougoslavie socialiste, bénéficient d'une telle longévité qu'elles aient pu survivre à l'éclatement du régime ? Ce n'est pas le temps long qui lui aurait permis de se graver profondément. Est-ce une légitimité historique, argument souvent utilisé dans les Balkans pour conforter ou contester les tracés frontaliers ? Cette question a d'autant plus de force concernant notre région, que toutes les autres frontières historiques se sont révélées temporaires.
- 23 Pour tenter d'apporter des éléments de réponse à cette question, il nous faut considérer les négociations et les événements qui ont conduit à l'établissement de notre frontière. Les discussions autour de la fixation des frontières de la Croatie au sein de la Yougoslavie, après 1945, et plus particulièrement de la frontière croato-monténégrine, sont décrites par l'historien Aleksa Djilas [Djilas, 1991]. Il explique que le statut des Bouches de Kotor a fait alors l'objet de débats, les Croates revendiquant ces territoires au nom de la configuration de la province de Dalmatie austro-hongroise, datant d'avant la Première Guerre mondiale (cf. carte 1). Finalement la zone des Bouches n'a pas été attribuée à la Croatie car elle « *était contiguë au Monténégro, et la majorité de ces populations voulaient faire partie de cette république* » [Djilas, 1991, p. 171]. La frontière a donc été fixée de façon assez pragmatique, en tenant compte de la volonté des populations et de sa cohérence géographique. En dernier lieu, lorsqu'une dispute frontalière s'envenimait ou se prolongeait, elle était désavouée par la direction communiste au nom de l'idéal yougoslave [Lory, 2002, p. 53]. C'est peut-être ce pragmatisme politique, et non une quelconque antériorité de la frontière, qui explique qu'elle ait pu se perpétuer après la disparition de la Yougoslavie socialiste. Et peut-être voit-on déjà, à travers cet accord historique au sein des dirigeants et des habitants de la région autour de la frontière, apparaître la possibilité d'un effet de fermeture de la frontière, bien que dans le cadre de la Yougoslavie socialiste, il ne s'agisse encore que d'une frontière intérieure totalement « perméable ».
- 24 Dans une perspective plus générale, le géographe américain Julian Minghi remarquait que le principe contemporain de délimitation et de démarcation de ligne-frontière était lui-même un phénomène historique issu du modèle de l'État-Nation défini en 1648 par la paix de Westphalie [Minghi, 2002, p. 37]. La généralisation de ce principe se matérialiserait, selon l'auteur, par un long processus de redéfinition des frontières européennes, processus plus ou moins rapide selon les lieux et qui serait encore en cours dans certaines régions. Les grands événements qui ont redessiné la carte politique de l'Europe (Congrès de Vienne, 1815 ; Congrès de Berlin, 1878 ; Congrès de Versailles, 1919 ; Yalta, Postdam et les changements post-Seconde Guerre mondiale) s'inscrivent alors dans cette dynamique. La frontière et l'effet-frontière, analysés par Claude Raffestin, seraient donc, eux-mêmes, à resituer dans le temps comme des phénomènes historiques, dont l'application réelle, nous le voyons bien dans le cas de la frontière croato-monténégrine, n'est pas immuable et correspond à l'apparition d'un certain type d'État. En l'occurrence, l'État-Nation.

2. Une frontière entre rupture guerrière et nouvel espace de synergie

2.1. Définir des États pour définir une frontière

25 Au cours des années 90, plusieurs incertitudes vont se poser, concernant cette frontière croato-monténégrine, qui aboutissent à une double redéfinition de ses statuts. Ces incertitudes sont dues aux désaccords entre deux échelles étatiques qui se considèrent, l'une et l'autre, comme légitimes, l'échelle fédérale (Belgrade) et l'échelle républicaine (Croatie avant 1995, puis Monténégro après 1997). Ainsi, au cours des années 90, deux interrogations vont successivement émerger concernant les fonctions de notre courte frontière :

- frontière intra-fédérale ou internationale (1991-1995) ?
- frontière croato-yougoslave ou croato-monténégrine (à partir de 1997) ?

2.1.1. Frontière intra-fédérale ou internationale ?

26 Cette première interrogation nécessite de rappeler brièvement la chronologie des événements qui ont engendré les conflits en Croatie, puis en Bosnie-Herzégovine : à l'origine, l'essoufflement du système fédéral yougoslave rongé par les crises économiques, les affaires de corruptions et de malversations dans lesquelles est impliquée une partie des cadres communistes, et devant la perte progressive de légitimité des classes dirigeantes, l'instrumentalisation de la cause nationale par les anciens et nouveaux partis politiques issus de l'introduction du multipartisme en 1990. Malgré les tentatives de réforme du système politique fédéral initiées par le Premier ministre Ante Markovic, les discussions entre Républiques sont un échec et aboutissent le 23 décembre 1990 et le 19 mai 1991 aux référendums d'indépendance slovène et croate, référendums contestés par les instances fédérales à Belgrade. Le 26 juin 1991, les annonces d'indépendance slovène et croate entraînent, dès le lendemain, l'intervention de l'armée fédérale yougoslave (la JNA, Jugoslovenska Narodna Armija, l'Armée Populaire Yougoslave) en Slovénie. Les combats en Slovénie sont de courte durée (27 juin - 7 juillet 1991) et aboutissent, après médiation européenne, à un moratoire de trois mois sur l'indépendance et à l'évacuation de la Slovénie [Garde, 1994]. Mais après sa défaite en Slovénie, l'armée yougoslave reprend les combats dès fin juillet en Croatie.

27 Or, dans le même temps, le gouvernement monténégrin, derrière son leader Momir Bulatovic, est un fidèle allié du régime de Milosevic et de la cause yougoslave. Aussi, avec l'entrée en guerre contre la Croatie, le Monténégro se trouve directement concerné du fait de cette courte frontière commune avec le nouvel « ennemi ». Il se charge donc, en soutien à la politique de guerre serbe, de la défense de son poste frontière de Debeli Brijeg, entre Herceg-Novi et Cavtat. Dans cette campagne militaire, Titograd devient un relais de Belgrade dans le commandement de la JNA. La flotte monténégrine - au sein de la JNA- d'octobre à décembre 1991- bombarde la côte croate, notamment la ville de Dubrovnik. Le patrimoine de la ville, inscrite sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, a été détruit à 64 %.

28 En quelques semaines, la frontière croato-monténégrine passe du statut de ligne-frontière intra-fédérale, totalement libre de circulation, à celle de frontière, entre deux

États en guerre, contrôlée militairement de part et d'autre. Peut-on déjà parler de frontières internationales ? Le problème juridique qui se pose est soulevé par l'historien Joseph Krulic :

- 29 « On peut se demander si la Yougoslavie existe toujours. La Commission Badinter l'a définie comme une 'fédération en voie de dissolution' [janvier 1992]. Il faut ici distinguer le problème de droit public interne et celui de droit public international : la reconnaissance de la Croatie, de la Slovénie et de la Bosnie-Herzégovine les a fait accéder au statut de sujets de droit international. Mais du point de vue du droit public interne, la Yougoslavie réduite à la mouvance serbe, existe encore : (...) la Serbie et le Monténégro n'ont pas proclamé leur souveraineté puisque l'indépendance de ce dernier, le 1er mars 1992, a confirmé son appartenance à la Yougoslavie. La constitution du 27 avril 1992 confirme cette union de la 'petite Yougoslavie' » [Krulic, 1992, p. 99].
- 30 Cette tension entre droit public international et droit public interne se traduit ainsi géographiquement par un conflit entre Zagreb et Belgrade, entre un nouvel État et son ancien cadre fédéral.
- 31 Cette crise politique entraîne une double voire une triple guerre en Croatie, une guerre « officielle » contre les forces de la JNA, une guerre civile contre les minorités serbes sur le sol croate, et une guerre en Bosnie-Herzégovine, la Croatie soutenant les minorités croates de cette ancienne république. Nous ne parlerons pas volontairement, dans le cadre de cet article sur la frontière croato-monténégrine, de la chronologie des événements en Bosnie-Herzégovine. Il nous faut toutefois remarquer que la guerre civile qui s'y est déroulée ainsi que l'implication de la « petite Yougoslavie » de Milosevic et de la Croatie de Tudjman, ont contribué à brouiller les cartes de tous les tracés frontaliers de la région. Le partage secret de la Bosnie-Herzégovine entre les deux chefs d'État au début des conflits permettait, en remettant en cause de facto les tracés frontaliers de la Yougoslavie titiste, de créer un précédent qui pouvait, par la suite, s'appliquer à n'importe quelle frontière interne de l'ancienne fédération.
- 32 De fait, la question de la légitimité du tracé se posait entre la Croatie et le Monténégro concernant la petite péninsule de Prevlaka. De par sa fonction stratégique, petite bande de terre fermant les Bouches de Kotor, la péninsule de Prevlaka était, du temps de la Yougoslavie socialiste, et même auparavant, une zone militarisée, siège d'une base importante de la JNA. Au lendemain de sa déclaration d'indépendance, la Croatie réclame pourtant cette zone au nom du cadastre historique de l'ancienne République de Raguse. Or, les troupes de l'armée yougoslave refusent de quitter les lieux l l rey

consciences et entériner la réduction de l'ancien cadre fédéral aux deux seuls États, Serbie et Monténégro. Pendant toute la période de guerre, l'effet de fermeture de la frontière a été, cela va de soit, très fort, bien que, malheureusement, un chassé-croisé forcé des réfugiés ait pu se faire. Toutefois, remarquons que nous avons là deux situations différentes entre la Croatie qui a connu la guerre sur son territoire, et donc des processus importants de nettoyages ethniques, et le Monténégro qui n'a pas connu de conflit sur son propre sol. De fait, les populations croates des Bouches de Kotor n'ont pas eu à fuir en masse comme le montre la comparaison des recensements de 1991 et de 2003. En 1991, la population monténégrine comptait 6244 Croates (soit 1,02 % de la population totale) et en 2003, 7062 Croates (soit 1,05 % de la population totale). Au contraire, les populations serbes de Croatie ont connu, au début puis à la fin des conflits, des départs volontaires (fuyant les combats) ou forcés (nettoyage ethnique), et sont parties en masse se réfugier vers les zones serbes de l'ancien espace yougoslave, essentiellement en Serbie et au Monténégro, régions préservées des conflits.

- 34 Un rapport de l'UNHCR (*United Nation High Commissioner for Refugees*) présente une chronologie expliquant les différentes vagues d'arrivée des réfugiés au Monténégro. Concernant la Croatie, on peut distinguer deux périodes :
- La première débute en 1992, au tout début des conflits. Les populations serbes fuient alors la Croatie, et à partir d'avril, la Bosnie-Herzégovine, pour trouver refuge en Serbie et au Monténégro. De janvier 1992 à janvier 1993, le nombre de réfugiés au Monténégro passe de 7555 à 64 244 (le nombre maximum de réfugiés est atteint en avril 1993, alors que le Monténégro accueille 68 500 personnes).
 - La seconde période débute en 1995. Au début de l'année, avec les retours et les départs à l'étranger, le nombre de réfugiés au Monténégro avait un peu diminué et était retombé à 40 188 personnes (février 1995). Toutefois, les opérations militaires menées par l'Armée croate en Slavonie occidentale et en Krajina (zones de Croatie où les Serbes s'étaient regroupés en grand nombre) entraînent de nouveaux flux de réfugiés vers la Serbie et le Monténégro. Entre août et septembre 1995, le Monténégro accueille 2022 personnes supplémentaires originaires de la Krajina.
- 35 Or, ces réfugiés, Serbes pour la plupart, s'installent plus particulièrement dans la municipalité d'Herceg Novi, à quelques kilomètres de la frontière croate, faisant de cette circonscription la première région d'accueil de réfugiés au Monténégro (cf. carte 7). En 1996, elle accueillait 6022 réfugiés et en 2001, il en restait encore 3199.
- 36 Cette situation contribue à faire de la frontière monténégrine une zone très sensible et très contrôlée. Les ressentiments de part et d'autre de la frontière sont des facteurs lourds qui jouent probablement une part importante dans le nouvel effet filtrant de la frontière, effet qui se prolonge après 1995. Les positions des populations à Dubrovnik comme à Herceg Novi, celles des états, yougoslave d'un côté, croate de l'autre ainsi que celles des Nations-Unies convergent toutes après le conflit pour faire de l'ancienne frontière inter-républiques une frontière internationale, même si la permanence d'un contentieux autour de Prevlaka va permettre aux deux États de se définir l'un par rapport à l'autre, de se structurer dans la différence pour finalement tenter de rétablir des relations.

2.1.2. Frontière croato-yougoslave ou croato-monténégrine ?

- 37 La deuxième interrogation concernant la redéfinition de la frontière croato-monténégrine concerne les relations entre la Serbie et le Monténégro, plus précisément la distance que le Monténégro prend progressivement à partir de 1997 par rapport à la Serbie, encore dirigée par Slobodan Milosevic, et à la Fédération yougoslave.
- 38 Dès 1995, le jeune Premier ministre monténégrin Milo Djukanovic commence à critiquer ouvertement le président serbe Slobodan Milosevic et à s'éloigner de la ligne politique de son ancien mentor, le président monténégrin Momir Bulatovic. Cette nouvelle fracture politique s'amplifie pour aboutir en octobre 1997 à des élections présidentielles où les anciens alliés, Djukanovic et Bulatovic, se confrontent. Alors que le premier tient des positions plus libérales et cultive ses liens avec l'opposition serbe au régime de Milosevic, le second reste l'ardent défenseur de l'idée yougoslave et est soutenu par le régime serbe. La victoire in extremis de Milo Djukanovic inverse les relations entre les deux États et provoque une séparation qui empêche le bon fonctionnement des institutions fédérales, dont le siège est à Belgrade qui cumule les fonctions de capitale de la Serbie et de capitale de la Fédération.
- 39 Cette situation affecte donc toutes les frontières monténégrines avec l'étranger, qui sont de fait des frontières internationales de la Fédération, mais qui, avec la rupture politique entre Belgrade et Podgorica, se trouvent être de plus en plus les frontières internationales du seul Monténégro. Des litiges commencent d'ailleurs à apparaître sur le statut des frontières monténégrines et sur les taxes douanières entre Serbie et Monténégro [Cattaruzza, 2004]. À partir de juin 1998, les entreprises monténégrines sont de plus en plus nombreuses à ne plus payer les taxes et impôts fédéraux, alors que le gouvernement monténégrin délivre désormais ses propres licences d'import-export et prend le contrôle de ses douanes.
- 40 En réponse, le gouvernement serbe tente d'asphyxier le Monténégro et organise une forme de blocus économique. Premièrement, il ferme, à partir de janvier 1999, ses frontières aux marchandises monténégrines. D'autre part, il instrumentalise le litige frontalier de Prevlaka. Comme l'écrit Diane Masson à ce propos :
- 41 « Il apparaît clairement que Slobodan Milosevic a mis en œuvre diverses tactiques dans le but de reporter toute négociation sérieuse, ce qui constituait pour lui un moyen de pression contre la Croatie, mais aussi contre le Monténégro, qui avait boycotté les négociations de la commission commune dès octobre 1998, pour cause de désaccord avec le régime de Belgrade. » [Masson, 2002, p. 65].
- 42 En effet, avec l'arrivée de Milo Djukanovic au pouvoir en 1997, les relations croato-monténégrines deviennent plus faciles. Les deux pays recommencent à développer entre eux des échanges économiques. Pour marquer une politique différenciée entre les citoyens monténégrins et les citoyens serbes, la Croatie installe un consulat dans la ville de Kotor, en plus de l'ambassade officielle à Belgrade. Cette frontière croato-monténégrine prend un rôle stratégique, voire doublement stratégique. À partir de l'été 1998, elle est également utilisée, avec le soutien du gouvernement monténégrin, par les organisations non gouvernementales internationales pour acheminer dans le pays de l'aide humanitaire destinée aux personnes déplacées du Kosovo, essentiellement Albanais, ayant trouvé refuge au Monténégro. Ainsi, par l'intermédiaire de la question de

Prevlaka, Slobodan Milosevic dispose du contrôle de l'armée yougoslave sur cette frontière stratégique, alors que le statut de cette dernière n'est toujours pas résolu.

- 43 Dans le cadre de l'apparition de nouveaux États, le renforcement des frontières permet à un État d'asseoir son autorité sur son espace politique. La situation d'une frontière est ainsi, en premier lieu, assujettie à la politique intérieure. En second lieu, elle est une manifestation des relations qu'entretiennent les États qu'elle relie et fluctue donc suivant la politique extérieure.

2.2. Frontière et effet-frontière : nouvelles politiques, nouvelles synergies ?

2.2.1. Une tendance à l'ouverture

- 44 À partir de l'année 2000, plusieurs événements vont rendre possible une amélioration et une intensification des relations entre la Croatie et le Monténégro, ainsi qu'une redéfinition plus précise des statuts de la frontière. Ainsi, en décembre 1999, le Président croate Franjo Tudjman meurt et lui succède, dès janvier 2000, un président et un gouvernement de socio-démocrates plus progressistes. De même, en septembre 2000, Vojislav Kostunica est élu Président de la République en Serbie et Slobodan Milosevic est définitivement écarté du pouvoir. Ces circonstances permettent au Monténégro d'affirmer ses positions envers la Serbie et la Fédération sans crainte de représailles militaires.
- 45 Les conditions sont donc réunies pour le règlement des problèmes frontaliers et l'apparition de nouvelles synergies transfrontalières. Pourtant, malgré l'amélioration du contexte politique, les relations interétatiques concernant cette frontière se posent encore à deux niveaux : au niveau croato-yougoslave et au niveau croato-monténégrin. Au niveau croato-yougoslave, les relations se détendent et de nouvelles négociations s'amorcent pour le règlement du litige de Prevlaka pour aboutir, le 10 décembre 2002, à la signature d'un protocole définissant un régime provisoire, fixé pour dix ans, concernant la presqu'île de Prevlaka. La bande de terre reste la propriété de la Croatie, en échange de quoi celle-ci renonce à ses droits sur l'Adriatique devant les Bouches de Kotor et à l'intérieur de ces mêmes Bouches, sur la baie d'Herceg Novi, qui devient une zone neutre. De plus, la création de la Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro en février 2003, remplaçant par des cadres plus lâches l'ancienne Fédération yougoslave permet à la Serbie et au Monténégro de partir sur des bases plus fonctionnelles.
- 46 Au niveau des relations croato-monténégrines, celles-ci ne cessent de s'améliorer, au point que le 24 juin 2000, le Président Monténégrin Milo Djukanovic aille personnellement présenter des excuses au Président croate Stipe Mesic :
« Je profite de l'occasion pour présenter mes excuses, en mon nom et au nom des citoyens monténégrins, en particulier à ceux qui partagent mes convictions morales et politiques, à tous les citoyens de Croatie, surtout ceux de Dubrovnik et de la région de la Neretva, pour toutes les douleurs, les souffrances et les pertes matérielles qui leur ont été infligées par tout citoyen du Monténégro enrôlé dans l'Armée Nationale de Yougoslavie (JNA) pendant ces tragiques événements. » [Vojicic, 20.11.03]
- 47 La coopération au niveau de la frontière croato-monténégrine prend un nouvel essor. Dès l'année 2000, les habitants des Bouches de Kotor (municipalités d'Herceg Novi, Kotor et Tivat) bénéficient d'un régime spécial avec la région de Dubrovnik et n'ont pas besoin de

visa ou de passeport pour cette zone. Pour les autres habitants du Monténégro, un visa est nécessaire mais son obtention est assez aisée auprès du Consulat de Kotor et est souvent vécue comme une simple formalité par les Monténégrins.

2.2.2. Mais une frontière séparant/reliant deux espaces très contrastés

- 48 Pourtant, malgré cette nouvelle ouverture de la frontière, de profondes dissymétries subsistent de part et d'autre dans bien des domaines.
- 49 Au niveau démographique tout d'abord, la frontière sépare deux régions peuplées par des groupes ethniques différents (tableau 1).

Tableau 1 - Population par groupes ethniques et par régions autour de la frontière croato-monténégrine³

Populations/ régions	Conté de- Dubrovnik Nerevtva		Bouches de Kotor					
			Opstina d'Herceg Novi		Opstina de Kotor		Opstina de Tivat	
Croates	114621	93%	831	2%	1842	8%	2761	20%
Monté- négrins	370	0%	9651	28%	11002	47%	4126	29%
Serbes	2409	2%	17818	52%	7197	31%	4911	35%
Musulmans	1760	1%	89	0%	17	0%	56	0%
Autres	3329	3%	1883	6%	954	4%	799	6%
Inconnu	381	0%	3699	11%	2469	11%	1338	10%
Total	122870	100%	33971	100%	23481	100%	13991	100%

Source : Recensement croate de 2001 et recensement monténégrin de 2003.

- 50 Au niveau économique également, la frontière sépare deux États au niveau de développement bien distinct. Le revenu national brut par habitant est de 4500 US\$ en Croatie alors qu'il n'est que de 930 US\$ en Serbie-et-Monténégro. Le même constat s'établit concernant les échanges commerciaux puisque le Monténégro importait en 2002 près de 49,589 US\$ de produits croates, alors qu'inversement, pour la même année, la Croatie, n'importait que 859 US\$ de produits monténégrins.
- 51 Cette frontière, malgré l'intérêt qu'elle a pu avoir au niveau politique dans les années 90 semble donc revêtir une importance très inégale suivant le pays concerné. Pour la Croatie, il s'agit de sa plus petite frontière, de surcroît assez peu stratégique car elle n'ouvre pas vers l'Union européenne, à la différence de ses frontières orientale (Slovénie) et septentrionale (Hongrie). Au contraire, pour le Monténégro, la Croatie représente l'ouverture vers une zone économique plus prospère, une zone politiquement stable et, à partir de 2007, une accroche directe sur l'Union Européenne.
- 52 De fait, un « effet-frontière » fort, entendu comme ligne coupant un espace continu, apparaît si l'on considère le nombre de touristes étrangers qui font le déplacement vers la Croatie comparé à ceux qui vont au Monténégro (tableau 2).

Tableau 2 - Nombre de touristes étrangers par an autour de la frontière

Année	Monténégro			Croatie	
	Herceg Novi	Kotor	Tivat	Total Bouches de Kotor	Comté de Dubrovnik Neretva
2000	14 300	2 000	1 300	17 600	550 000
2001	22 500	4 000	5 000	31 500	560 000
2002	25 000	4 500	7 600	37 100	595 000
Km de côte				71	163
Touristes/km de côte pour 2002				522.5	3650.3

Sources : Centre National des Statistiques de Croatie et Institut républicain de statistique du Monténégro, 2002.

- 53 Pourtant, les paysages du littoral méditerranéen, le charme des îles et l'atout du patrimoine historique sont similaires tout le long de la côte adriatique, qu'elle soit en amont ou en aval de la frontière. La situation politique des pays concernés n'explique pas à elle seule ces différentiels touristiques. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, comme le nombre et la qualité des infrastructures d'accueil, les conditions économiques du pays et ses facilités d'accès. Malgré l'organisation de séjours touristiques dans les Bouches de Kotor, par des compagnies croates, plusieurs incohérences et manques de coordination subsistent encore entre le Monténégro et la Croatie. Par exemple, pour des raisons d'assurance, les personnes cherchant à rejoindre par bus Herceg Novi (Monténégro) en partant de Dubrovnik (Croatie) devront s'arrêter à la frontière, la passer à pied en tirant leurs bagages et changer de car. De fait, même si les frontières se sont ouvertes, les projets transfrontaliers sont encore inexistantes et la coopération entre les autorités croates et monténégrines reste très faible.
- 54 Ainsi, la frontière comme césure dépasse aujourd'hui le cadre politique, et en affectant les flux de personnes et de marchandises, se répercute sur la situation économique des pays frontaliers. De grands projets sont pourtant prévus à long terme pour dynamiser l'ensemble des régions côtières, tel celui d'une autoroute adriatico-ionienne qui relierait les deux extrémités de la côte adriatique, l'Italie et la Grèce en passant par la Croatie, le Monténégro et l'Albanie. Mais à plus court terme, dans l'éventualité d'une entrée prochaine de la Croatie dans l'Union Européenne, puis dans l'espace Schengen, la transformation de la frontière croato-monténégrine en frontière européenne, exerçant un contrôle fort, risque de provoquer une nouvelle rupture des solidarités naissantes.

Conclusion

- 55 À travers cette courte géohistoire de la frontière croato-monténégrine et de sa région, nous avons pu entrevoir différents processus de création d'une dynamique frontalière. Jusqu'à la période titiste, les frontières imposées sont fixées sans pour autant se figer dans les pratiques spatiales des populations ni transparaître par des dissymétries spatiales caractéristiques d'un effet-frontière, entendu comme césure. Les communistes yougoslaves ont su après la guerre créer des tracés frontaliers de façon pragmatique en les posant comme des compromis entre les peuples et entre les Républiques. Peut-être

est-ce cette technique du compromis qui a su fixer les frontières par delà le régime. Car qu'est-ce qu'une frontière si ce n'est un compromis politique entre des peuples et entre leurs États ?

- 56 L'adhésion créée autour des frontières a-t-elle pu être à même de conforter les identités nationales en ex-Yougoslavie ? L'hypothèse est plausible concernant la frontière croato-monténégrine bien que les conflits aient, sans doute, précipité ces processus. Toujours est-il que cette adhésion générale sur les tracés frontaliers semble pouvoir permettre l'émergence d'un effet-césure fort, lié à l'affirmation de part et d'autres de deux États politiquement et territorialement stabilisés.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON B. (1996), *L'imaginaire national*. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme, La Découverte/Poche .
- BLANC A. (1971)(réédition), *Géographie des Balkans*, PUF, Paris, 128 p.
- CARTER F.W. (1980), Ragusa, the City Republic of Dubrovnik, *History Today*, vol. 30, January.
- CASTELLAN G. (1991), *Histoire des Balkans, XIVe - XXe siècle*, Fayard.
- CATTARUZZA A. (2004), Identités en mouvement. La redéfinition du nationalisme monténégrin dans les crises yougoslaves, *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 35, mars-juin, n° 1-2, pp. 351-373.
- CHAVENEAU E. (2004), « Borders on the move. Croatia towards EU policy », in *Globalized Europe, Geographica Slovenica*, Ljubljana.
- DJILAS A. (1991), *The Contested Country*, Harvard University Press, Cambridge.
- GARDE P. (1999), *Les Balkans*, Flammarion, Dominos.
- GARDE P. (2004), *Le discours balkanique. Des mots et des hommes*, Fayard.
- KRULIC J. (1992), « L'explosion » in J. Rupnik (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo*, Éditions Complexe, Bruxelles.
- LORY B. (2002), Le monastère de Sveti Prohor Pcinški, *Balkanologie*, vol. VI, n° 1&2, décembre, pp. 47-54.
- MASSON D. (2002), La Péninsule de Prevlaka, *Balkanologie*, vol. VI, n° 1&2, décembre, pp. 61-68.
- MINGHI J. (1971), « Boundary Studies in Political Geography » in R. Kasperson & J. Minghi, *The Structure of Political Geography*, Aldine Publishing Company, Chicago.
- MINGHI J. (2002), « Changing Geographies of Scale and Hierarchy in European Borderlands » in D. Kaplan & J. Hakli, *Boundaries and Place, European Borderlands in Geographical Context*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- PENEV G. (2003), « Popis stanovništva Crne Gore 2003 » [Le recensement de la population du Monténégro 2003] in PREGLED SCG, n° 4, Belgrade.

- PRÉVÉLAKIS G. (1994), *Les Balkans. Cultures et géopolitique*, Nathan Université.
- RAFFESTIN C. (1986), Élément pour une théorie de la frontière, *Diogenes*, n° 134, avril-juin.
- ROSIÈRE S. (2004), Le nettoyage ethnique – approche géographique, *sss* n° 59, pp. 227-236.
- Statisticki Godisnjak [Recueil Statistique Annuel], Republicki Zavod za Statistiku, Republika Crna Gora (2003), Podgorica.
- The Miroslav Krleža Lexicographical Institute (1993), *A concise Atlas of the Republic of Croatia & of the Republic of Bosnia and Herzegovina*, Zagreb.
- UNHCR, Census of Refugees and Internally Displaced Persons in Montenegro, 1er novembre 2001.
- VOJICIC B., Dubrovnik, nous te demandons pardon, *Courrier des Balkans*, 6 juillet 2000.

NOTES

1. 25 kilomètres selon les sources croates, 14 selon les sources monténégrines. Ces différences statistiques sont révélatrices de l'absence actuelle de coordination entre les deux nouvelles entités politiques, et sont indirectement conséquences d'un effet-frontière entre les deux pays, accru par les tensions politiques.
2. Rappelons néanmoins que le terme de frontière, appliqué aux Empires de l'époque, doit être interprété au sens anglais de « frontier », c'est-à-dire de « marges frontières » ou de « fronts », et non pas dans celui de « boundary », « frontière-ligne » [Kristof, 1959]. La cartographie d'un tel phénomène est donc difficile et ne peut être qu'approximative.
3. Le Monténégro est divisé en 20 opstina, tandis que la Croatie est divisée en 21 comtés, subdivisés en municipalités. Les ostina monténégrines étant, par leur taille, plus comparables aux municipalités croates qu'aux comtés, on a additionné les 3 opstina monténégrines qui bordent les Bouches de Kotor afin de pouvoir les comparer au comté de Dubrovnik-Neretva qui leur fait face, côté croate.

RÉSUMÉS

Comprendre la frontière croato-monténégrine, sa création et sa longévité actuelle, nécessite de prendre en considération des processus géohistoriques longs. En analysant les étapes de fixation de cette frontière, puis de définition et de redéfinition de ses statuts dans les conflits yougoslaves, cet article propose d'apporter une réflexion générale sur les notions de frontière et d'effet-frontière.

Understanding the Croat-Montenegrin border, its creation and its actual perpetuation, is calling explanations of long geohistorical processes. Through analyses of steps of fixation of the border, then of definition and redefinition of its status in the Yugoslav conflicts, this paper is trying to build a more general thought about the concepts of border and border effect.

INDEX

Keywords : border, border effect, Croatia, Yugoslavia, Yugoslav conflict

Mots-clés : conflit yougoslave, Croatie, effet-frontière, frontière, Monténégro, Yougoslavie

AUTEURS

EMMANUELLE CHAVENEAU-LE BRUN

Université Paris Sorbonne (Paris IV)

CNRS - UMR 8064 Espace et Culture

UFR de Géographie

191, rue Saint-Jacques

75005 Paris

echaveneau@aol.com

AMAËL CATTARUZZA

Université Paris Sorbonne (Paris IV)

CNRS - UMR 8064 Espace et Culture

UFR de Géographie

191, rue Saint-Jacques

75005 Paris

amaelc@orange.fr